



Berlin Eco

NUMERO 27

© DG Trésor

11 septembre 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Relativement optimiste sur l'efficacité de son plan de relance, le **gouvernement fédéral** revoit à la hausse ses estimations de croissance et table à présent sur une contraction de 5,8 % (-6,3 % estimés en avril) du PIB allemand en 2020. Pour 2021, une croissance de 4,4 % (5,2 % estimés en avril) est pronostiquée. Le ministère fédéral de l'Economie souligne l'évolution négative de nombreux marchés extérieurs, provoquant une chute de 12,1 % des exportations en 2020. Le secteur manufacturier est particulièrement touché (-16,5 % d'investissements). La baisse moins forte des importations (-8,1 %) serait due aux importantes mesures domestiques de soutien. L'évolution des prix à la consommation est estimé à +0,6 % pour l'année en cours.

Dans les projections d'automne du **DIW**, des taux de croissance du PIB allemand de -6,0 % en 2020, de +4,1 % en 2021 et de +3,0 % en 2022 sont annoncés. L'institut attire l'attention sur une forte chute cette année des investissements en équipements (-19,1 %), des exportations (-11,1 %) et de la consommation des ménages (-7,9 %). Le niveau relativement bas de l'indice des prix à la consommation en 2020 (chiffré également à 0,6 %) serait principalement dû à la baisse temporaire de la TVA (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020) du plan de relance allemand et permettrait de soutenir significativement la reprise de la consommation des ménages. L'institut est en revanche plus pessimiste concernant le commerce extérieur, impactant en particulier des secteurs-clés de l'Allemagne, comme les biens d'investissement ou l'automobile.

Pour le mois d'août, **Destatis** annonce un taux d'inflation de 0,0 % (-0,1 % par rapport au mois précédent). L'influence de la baisse temporaire de TVA serait significative dans cette évolution, mais difficile à mesurer. La chute du prix de l'énergie s'atténue légèrement (-6,3 % après -6,7 % en juillet), tandis que l'inflation pour l'alimentation n'atteint plus que 0,7 % (après 1,2 % en juillet). L'inflation sous-jacente (i.e. sans les prix de l'énergie) se situe à 0,7 %.

Toujours selon **Destatis**, la production (secteurs industriel, énergétique et construction) marque un net ralentissement, n'augmentant que de 1,2 % en juillet 2020 par rapport au mois précédent (-10,0 % en comparaison annuelle et après +8,9 % en juin). Le niveau de production reste inférieur de 10,8 % à février 2020, juste avant le début des restrictions liées à la pandémie. Dans le détail, les productions de biens intermédiaires, d'investissement et de consommation, progressent respectivement de 4,0 %, 2,1 % et 1,8 %. La plus forte hausse dans le secteur industriel (qui gagne 2,8 %, après 11,1 % en juin) concerne la production automobile avec un bond de 6,9 % (contre 54,7 % en juin).

Pour le quatrième mois de suite, l'industrie allemande s'attend à une hausse de sa production sur les trois prochains mois, selon l'**ifo**. L'indice de production industrielle de l'institut atteint +15,4 points



en août 2020, après +14,3 points en juillet. Les attentes s'améliorent pour la première fois en un an dans l'industrie mécanique. Malgré une baisse de leur optimisme, le secteur automobile prévoit de continuer à augmenter sa production. Les perspectives stagnent en revanche dans les secteurs pharmaceutique, chimique et de l'alimentation. Les attentes se dégradent fortement dans les secteurs textiles et d'habillement.

Destatis annonce également une **hausse de 2,8 % des nouvelles commandes manufacturières en juillet 2020** par rapport à juin (-7,3 % en comparaison annuelle et après +28,8 % en juin). Les commandes domestiques baissent de 10,2 %, celles issues de l'étranger gagnent en revanche 19,2 %. En outre, **les exportations ont augmenté de 4,7 % et les importations de 1,1 %** (respectivement -11,0 % et -11,3 % en comparaison annuelle). Les exportations restent 12,1 % en-dessous de leur niveau de février 2020. L'excédent courant s'établit à 20,0 Md€, contre 19,4 Md€ en juillet 2019 (excédent commercial : 19,2 Md€, contre 21,3 Md€ en juillet 2019).

Après deux mois de forte hausse (+2,8 points en juillet et +1,8 point en août), **l'indice du climat à la consommation de la fédération allemande du commerce HDE ne progresse plus que de 0,2 point en septembre**, pour atteindre 98,34 points. La recrudescence de l'épidémie Covid-19 commencerait à freiner la reprise amorcée sur les mois d'été.

POLITIQUE BUDGETAIRE

La commission en charge de l'estimation des recettes fiscales de l'Etat a publié une mise à jour exceptionnelle de ses résultats. **L'ajustement à la baisse des recettes fiscales attendues pour l'année en cours est marginal (-0,1 Md€), mais est de 30 Md€ (toutes APU) sur la période 2020-2024**, dont 19 Md€ de moindres recettes au niveau du Bund. Le ministre fédéral des Finances Olaf Scholz estime que « le pire est derrière nous » et que l'ampleur de la révision est principalement due aux allègements fiscaux mis en place dans le contexte de crise. Le Bund prévoit de retrouver son niveau de recettes fiscales de pré-crise en 2023. Pour 2021, les recettes fiscales sont estimées à 305,8 Md€ (-10,6 Md€ par rapport à la dernière estimation) pour le Bund, 330,1 Md€ (-8,3 Md€) pour les Länder et 115,4 Md€ (-2,4 Md€) pour les communes.

Dans une étude commandée par la fédération allemande des communes, **l'institut ZEW plaide en faveur d'un soutien aux communes de plusieurs milliards d'euros de la part du Bund et des Länder au-delà de 2020, sans quoi une stabilisation de la conjoncture ne serait pas possible**. L'institut souligne l'important retard d'investissements publics au niveau communal, problème aggravé par la chute de recettes fiscales liée à la crise et ne touchant pas toutes les communes de manière homogène.

POLITIQUES SOCIALES

Selon l'agence fédérale du travail, **l'emploi** a enregistré une première hausse mensuelle depuis le déclenchement de la crise liée au coronavirus (+0,1 % en juillet sur un mois, dernière donnée désaisonnalisée disponible). Le nombre de chômeurs recule depuis juillet (-0,6 % en août sur un mois, cvs) tandis que le taux de chômage (en définition nationale) est resté stable en août (à 6,4 %, en cvs). Le nombre de personnes percevant le chômage partiel a poursuivi sa baisse à 5,4 M en juin (dernière donnée disponible, après publication du chiffre corrigé pour mai à 5,8 M). Lors de la conférence de presse, l'agence fédérale du travail a estimé son déficit à 27 Md€ sur l'exercice 2020, le besoin de financement en 2020 s'élèverait à 1 Md€ après mobilisation des réserves accumulées (26 Md€ à la fin 2019).

Selon Destatis, l'indice du **coût du travail** par heure travaillée a progressé sensiblement au 2^{ème} trimestre (+5,1 % sur un an ; +1,9 % sur un mois en données désaisonnalisées) s'expliquant en grande partie par un recours accru au congé lors de la période de confinement.



Le [ministère](#) du travail a annoncé une revalorisation plus importante de l'allocation de base mensuelle versée aux bénéficiaires de l'**aide sociale** que celle prévue mi-août (cf. BE n°25) : en raison d'une révision du panier de consommation de référence, l'allocation de base versée à un adulte vivant seul passera au 1^{er} janvier 2021 à 446 € (soit +14 € sur un an, contre +7 € prévue auparavant), le relèvement le plus important concerne les bénéficiaires mineurs âgés de 14 à 17 ans (+45 € sur un an à 373 €).

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

La [fédération allemande des fonds d'investissement](#) (*BVI*) exprime, à l'instar de la branche européenne des fonds d'investissement, sa réticence quant à l'entrée en vigueur du **règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers** dès le 10 mars 2021, date à laquelle les fonds devront intégrer dans leurs prospectus des informations sur la durabilité. Or la nature exacte de ces informations n'est pas encore définie, le laps de temps qui restera alors aux fonds pour établir les prospectus risque d'être insuffisante. La fédération des investissements alternatifs (*BAI*) considère pour sa part le projet des normes techniques de réglementation (*RTS*) trop détaillé et donc difficile à mettre en œuvre.

REGULATION FINANCIERE

A l'issue de deux sessions extraordinaires de la commission des Finances du Bundestag portant sur le **scandale Wirecard** durant lesquelles les partis de l'opposition ont estimé ne pas avoir obtenu d'explications suffisantes, ces derniers ont finalement décidé de créer [une commission d'enquête parlementaire](#) qui devrait entamer son travail dès ce mois-ci. Ce type de commission dispose de pouvoirs d'enquête renforcés, les déclarations de témoins se faisant sous serment.

La fédération des assurances, *GDV*, et la fédération des fonds d'investissement, *BVI*, constatent une hausse régulière et sensible des tarifs appliqués par les trois grandes **agences de notation** américaines (S&P, Moodys et Fitch) auxquelles les adhérents des deux fédérations sont dans l'obligation de faire appel. Il s'agit, selon le *GDV* et le *BVI*, d'une situation d'oligopole. Ils demandent donc à la Commission européenne de réguler et de contrôler plus strictement les agences de notations.

Afin d'améliorer **la lutte anti-blanchiment**, un décret sur l'obligation de déclaration en cas de soupçon de blanchiment d'argent dans le secteur de l'immobilier ([Geldwäschegesetzmeldepflichtverordnung - Immobilien](#)) obligera à partir du 1^{er} octobre les acteurs des corps de métiers liés aux transactions immobilières (notaires, avocats, conseillers fiscaux, commissaires aux comptes) à déclarer auprès de la *FIU* les achats/ventes immobiliers (i) impliquant des investisseurs de pays répertoriés par l'UE comme États à risque, (ii) si le paiement s'effectue tout ou en partie en espèces ou en crypto-actifs, (iii) si le prix d'achat diffère des prix du marché, (iv) si le bien est revendu dans les trois années suivant son acquisition et que le prix de vente diffère sensiblement du prix d'achat.

BANQUES ET ASSURANCES

LBBW affiche [un résultat en forte baisse au premier semestre 2020](#) (103 M€ avant impôts contre 329 M€ au premier semestre 2019) en raison d'une considérable hausse des provisions pour risques (-281 M€ contre -63 M€ au premier semestre 2019). Ces dépréciations sont principalement imputées à un seul créancier qui est vraisemblablement Wirecard et résultent, pour le reste, du Covid-19.



Berlin Eco27 © DG Trésor

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : François Gautier

Version du 11 septembre 2020